

TOULOUSE

JOB : quinze jours pour convaincre



■ Nouvelle manifestation pour les « JOB » devant la préfecture. Photo DDM - Didier POUYDEBAT.

Liquidation ou pas liquidation ? Délai ou pas ? Après plus d'une heure de plaidoiries, le verdict est tombé hier après-midi : le tribunal de commerce rendra, mercredi 7 février, sa décision sur l'avenir de l'usine papetière JOB. Un délai supplémentaire obtenu sur le fil du soir, dans une course désespérée contre la liquidation.

Alors que la majeure partie des « JOB » manifeste à Toulouse, blanchit de papier le centre-ville, est reçue à la préfecture, une autre délégation, discrète celle-ci, croise les doigts dans le huis-clos étouffant d'une audience décisive. Reçue la veille au ministère de l'Industrie, la même délégation était ressortie, maussade, sans assurances. « Ce délai en poche, nous allons demander au gouvernement qu'il accélère la conclusion de l'audit du cabinet d'expertises, dont dépend la recherche d'un repreneur. Bref, que l'Etat prenne ses responsabilités et ce dossier en main », réitère Jean-

Pierre Combébiac, responsable FILPAC-CGT (Fédération des industries du livre, du papier et des arts graphiques). Un leitmotiv alimenté par les têtes de liste de la Gauche plurielle en Ville rose, François Simon et Jean-Jacques Mirassou, maîtres d'œuvre de la réunion ministérielle de lundi et partenaires engagés dans le maintien d'une entreprise toulousaine reconnue viable.

Les salariés, eux, ont conclu cette longue journée par une énième assemblée générale. Toujours mobilisés, portés par un sentiment d'injustice acéré, ils accusent pourtant le coup, s'interrogent sur l'efficacité du montage technique qui leur permettra de percevoir un salaire pour les factions qu'ils continuent à assurer dans leur usine. Si elle n'est pas abandonnée, l'éventualité de monter une liste pour les prochaines municipales n'est pas actuellement une priorité.

Myriam LAFFONT.

JOB

Un signe de l'Etat ce matin ?

Ils attendaient des « éléments nouveaux », voire un « geste significatif » de l'Etat, ils n'auront eu qu'une écoute attentive et l'assurance d'un constat que les JOB ont tiré depuis quelque temps : un délai de trois semaines est vital à l'entreprise papetière de Toulouse pour pouvoir rechercher un repreneur. Hier soir, au terme de leur rendez-vous au ministère de l'Industrie, la délégation de salariés conduite par Jean-Pierre Combébiac, responsable de la FILPAC-CGT (Fédération des industries du livre, du papier et des arts graphiques) ne désespérait pas : « On escompte bien que le ministre de l'Industrie, voire le Premier ministre, puisse intervenir et trouver une solution ! » D'autant que le gouvernement, par l'intermédiaire

de son directeur de cabinet, a reconnu qu'il ne manquait que 500.000 F à l'administrateur judiciaire pour continuer. « Cette somme est nécessaire pour la mise en sécurité du site. Il serait scandaleux qu'on ne puisse aller jusqu'au bout pour des factures EDF et GDF ! », tonne Jean-Pierre Combébiac, avant de poursuivre : « On voit mal comment l'Etat ne peut pas apporter une solution pour cette relative modique somme. On attend demain matin... »

Le site de JOB sera ce matin très animé. A quelques heures de l'audience du tribunal de commerce, l'Union départementale CGT tient exceptionnellement son comité général dans les locaux des Sept-De-niers.

M. L.

LA DEPECHE DU MIDI

TOULOUSE / Dernières cartes pour Job. Les salariés du fabricant toulousain de papier Job, en redressement judiciaire, jouaient hier leur dernière carte pour éviter la liquidation, qui pourrait intervenir dès demain en l'absence d'une solution financière pour les trois prochains mois. Le redressement judiciaire court en principe jusqu'au 5 avril 2001 mais les salariés devaient absolument trouver un financement relais avant la réunion du tribunal de commerce de Toulouse prévue demain, l'accord du propriétaire actuel, le groupe allemand Scheufelen, pour payer les factures expirant lundi soir. Une négociation de la dernière chance était prévue hier matin entre les délégués syndicaux et le patron de Scheufelen, en terrain neutre à l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Mais elle a avorté au bout d'une heure, lors d'une manifestation des salariés de Job est venu déverser des tonneaux de chutes de papier jusqu'à la porte de la salle de négociation. « Le patron de Scheufelen a dit qu'il ne voulait pas négocier sous la pression », a déclaré un délégué CGT. Par ailleurs, une autre réunion a débuté hier avec les pouvoirs publics à la direction départementale du travail et de l'emploi de Haute-Garonne.